

A qui profite le pays des Maasaï ?

Les Maasaï sont certainement les grands perdants. Voici un siècle, à l'arrivée des colons anglais, ils sont expulsés des régions les plus fertiles. La colonisation arme leurs ennemis ethniques avant de les parquer, en 1911, dans une réserve d'une superficie dix fois inférieure à leurs terres. Leur activité d'éleveurs et leur unité est crainte par les riches propriétaires. Le gouvernement va s'attacher à affaiblir les Maasaï en attaquant leur économie. Il leur impose la fourniture de quotas trop élevés de zébus. Il y a cinquante ans, à la création des réserves naturelles, ils sont expulsés de vastes zones de pâturage où ils avaient largement contribué à maintenir l'équilibre écologique. Déplacés vers des zones moins favorables, les Maasaï manquent de terres pour assurer leur transhumance, clef de la survie de leur cheptel. A l'époque, la plupart des organismes de sauvegarde de la nature soutiennent l'expulsion des Maasaï des savanes au profit des animaux.

Pour soutenir sa politique d'acculturation, le gouvernement du Kenya va dénoncer l'anachronisme culturel et le tribalisme des Maasaï. Cette image de « bons sauvages » va aider les responsables dans leur politique de libération des terres au profit des populations agricoles. Les enfants des Maasaï sont emmenés de force vers des pensionnats où ils reçoivent une éducation rigide issue du système scolaire britannique qui ne tient pas compte de l'origine culturelle.

Les terres des Maasaï sont à nouveau la proie du gouvernement lorsque celui-ci décide de diviser les territoires communs en parcelles individuelles. Cette dernière décision foncière obligera les Maasaï à se défaire de leurs troupeaux privés de transhumance, à vendre leurs terres et à accepter le standard culturel de la plupart des Kenyans. Cette mesure poussera les familles à l'individualisme et à mettre, de ce fait, un point final à l'entraide sociale.

Les Maasaï sont pourtant les meilleurs gestionnaires des vastes savanes. Ils ont permis l'émergence d'une faune africaine riche et variée. Le très florissant ministère du Tourisme kényan a-t-il réellement repris l'héritage des Maasaï en terme de gestion des ressources naturelles et sauvages ?

Un bilan mitigé

Après cinquante ans de gestion des parcs et des réserves « naturelles » au Kenya, on constate une grave dégradation du milieu. Ces vastes savanes autrefois gérées par les Maasaï deviennent progressivement des zones désertiques, surexploitées par le tourisme. A la biodiversité, on a préféré l'émergence de trop vastes troupeaux d'herbivores... pour contenter les visiteurs étrangers.

On pourra toujours donner la pilule contraceptive aux éléphants, les nourrir artificiellement, importer à grands frais des animaux achetés en Afrique du Sud, cela ne résoudra pas le problème à long terme d'une cohabitation pacifique entre les hommes et la faune sauvage. Même si la sauvegarde de la nature veut changer d'image, se faire plus sociale en intégrant la population à la gestion des parcs, les inégalités économiques et sociales se feront de plus en plus sentir à mesure que la démographie augmente.

Insoumis ou exclus ?

Dans les années 1970, le gouvernement du Kenya tente d'anéantir l'économie des Maasaï par diverses mesures comme un quota trop élevé de têtes de bétail ou la division anarchique des

terres au sein d'un système foncier peu respectueux de la réalité clanique. Un réseau politique tente de corrompre les leaders pour qu'ils libèrent encore plus de terres au profit des populations agricoles. Dernièrement, un vaste programme de redistribution de parcelles individuelles est censé cantonner les éleveurs sur des terres trop étroites pour y maintenir des troupeaux, retirant tout espoir de transhumer.

L'organisation sociale, ciment de l'identité maasaï, est attaqué de front lorsque le gouvernement interdit le « *moranisme* », jugé dangereux pour l'unité qu'il crée au sein de la nation maasaï.

Les grandes cérémonies traditionnelles sont décrites par le gouvernement comme le reflet d'un tribalisme archaïque. C'est oublier un peu vite que chez les Maasaï, il existe des principes tels que le respect de l'individu, celui de la parole donnée à chaque membre, ou celui de l'entraide sociale et du désir d'échapper à la sédentarisation qui feront d'eux des ouvriers agricoles bon marché. « *En faire des gardiens de troupeaux dociles et corvéables* », c'était déjà, il y a cent ans, le but de Lord Delamere, la figure de proue des colons anglais.

La fin d'un mythe

Tristement voués à disparaître à terme, les Maasaï n'ont à présent plus de recours pour faire valoir le droit à la différence. Dans ce vaste pays qu'est le Kenya, où se côtoient une quarantaine d'ethnies sensées cohabiter pacifiquement, le Maasaï fait encore figure d'« enfant à éduquer ». La politique foncière fera bientôt sauter les derniers remparts de solidarité et l'individualisme poussera les éleveurs à vendre leur terres et leur cheptel. Dans un pays où 80% des exploitations agricoles appartiennent à une minorité de nantis, on a du mal à imaginer qu'à l'avenir, le pays des Maasaï pourrait encore connaître la transhumance de vastes troupeaux menés par des éleveurs libres de leurs mouvements.

Peu importe l'évolution politique du pays, pour de minorités telles que les Maasaï, l'avenir reste sans surprise. Il en est de même de nombreuses ethnies du nord, telles les populations nilotiques du lac Turkana ou les Borana des steppes désertiques, grands oubliés des réformes. Mais dans leur cas, leurs terres n'offrant que peu d'attraits, on peut penser qu'ils auront encore quelques années devant eux avant d'être rejoints par le monde moderne.

Les Maasaï du Kenya, bientôt irréversiblement occidentalisés, pourront toujours aller en Tanzanie, visiter leurs frères « délaissés » par des années de gestion socialiste. Ils y observeront ce qui faisait d'eux des hommes libres, maîtres de leur destin.

Extrait pages 205-206 du livre : **VAN DER STAPPEN, Xavier, 2002, *Les Maasaï*, Ed La Renaissance du Livre, 220p.**